

Lettre ouverte du MDRP à Amnesty International

A&N no. 20 – 18 octobre, 2006

Le 11 octobre, Amnesty International a publié un communiqué de presse intitulé « République démocratique du Congo. Les enfants soldats laissés à l'abandon », annonçant la publication de leur récent rapport « République démocratique du Congo: Enfants en guerre: susciter un espoir d'avenir ». Le document suivant est une lettre ouverte du MDRP à Amnesty International clarifiant un nombre de questions abordées dans le rapport et invitant Amnesty International à un dialogue continu avec le Secrétariat du MDRP.

mdrp

DÉMOBILISATION

RÉINTÉGRATION

PAIX ET SÉCURITÉ

www.mdrp.org

Banque Mondiale

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION
ET LE DÉVELOPPEMENT
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

Tel: (202) 473-3328
Fax: (202) 473-8229
Email: info@mdrp.org

Le 16 octobre, 2006

Madame Irene Zubaida Khan
Secrétaire Générale
Secrétariat, Amnesty International
1 Easton Street
London WC1X 0DW
UNITED KINGDOM

Madame,

Objet: Rapport d'Amnesty International sur les enfants associés aux forces et groupes armés en République démocratique du Congo

Nous avons lu votre récent rapport concernant les enfants associés aux forces armées (EAFGA) en République démocratique du Congo (RDC) intitulé *République démocratique du Congo: Enfants en guerre: susciter un espoir d'avenir* avec grand intérêt. Nous sommes heureux de l'attention que vous avez générée autour du sort des enfants, et en particulier des filles, associés aux forces armées, et avons hâte de discuter les conclusions du rapport avec vous. Il nous semble important toutefois de clarifier un certain nombre de points et d'affirmations mis en avant par votre rapport.

Actualités et à noter

Premièrement, il est important de noter que la fermeture des centres de démobilisation en RDC n'est pas due à un manque de ressources financières, mais fait partie d'une stratégie planifiée à l'avance et acceptée par la *Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion* (CONADER) et la *Structure Militaire Intégrée* (SMI) en Mai 2006. Cette décision fut prise en raison du faible nombre de troupes restant à démobiliser dans ces camps. En effet, la moitié des centres, dont le coût est estimé à cent cinquante mille dollars (\$150 000) par mois, étaient déjà vides bien avant leur fermeture. Un nombre d'unités mobiles ont subséquemment été déployées par le *Centre de Coordination des Opérations Conjointes* (CCOC) sous la direction simultanée de CONADER et du SMI. De plus, contrairement aux craintes exprimées dans votre rapport, la fermeture des centres n'affecte en rien les efforts actuellement en place pour assister les enfants associés aux forces et groupes armés puisque les enfants ne séjournent pas dans les centres de démobilisation, mais sont directement transférés vers des centres de transit gérés par des agences de protection de l'enfance.

Deuxièmement, bien que nous reconnaissons que CONADER, en tant que nouvelle agence gouvernementale, nécessite un renforcement de ses capacités et un soutien continu, il est important de souligner que les programmes pour les EAFGA sont gérés par des ONGs nationales et internationales en dehors du cadre de CONADER. Le programme inclut quatre projets spéciaux supervisés par l'UNICEF et gérés par six agences expérimentées de protection de l'enfance (la Croix-Rouge belge, CARE International, International Rescue Committee, International Foundation for Education and Self-Help, Save the Children UK et l'UNICEF). Ces projets sont financés directement par le MDRP.

Troisièmement, le MDRP n'a pas été établi dans le but d'exécuter des projets de réintégration et de développement communautaire à long terme. En effet, comme le note votre rapport, nous soutenons le processus de démobilisation et réintégration (D&R) en tant que processus de transition, un processus qui aide les pays en situation d'après-conflit à créer un environnement propice au développement. Cela étant dit, le MDRP encourage vivement les gouvernements nationaux, en partenariat avec les ONGs et la communauté internationale, à établir une stratégie de développement durable à mettre en place après la fin du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

Ces clarifications à part, nous nous réjouissons du fait que votre rapport identifie un nombre d'autres questions clés concernant les EAFGA en RDC. Pour commencer, la réforme du secteur de sécurité (SSR en anglais) peut être centrale au succès des opérations de DDR. En République démocratique du Congo, où ce lien est crucial, le processus d'intégration de l'armée est géré par le SMI et non par le MDRP et CONADER. Conscient de ce problème, le MDRP continue d'identifier des mécanismes pour renforcer le lien entre DDR et SSR dans nos programmes. Deuxièmement, nous soutenons la notion que la communauté internationale et les partenaires nationaux de développement doivent faire davantage pour répondre aux besoins des enfants, et en particulier des filles, associés aux forces armées. Sous les termes de l'Accord de Paix de Lusaka, le MDRP ne peut fournir une aide à la démobilisation et la réintégration qu'aux groupes signataires de l'accord. Les groupes rebelles formés après l'accord et donc par extension, les enfants membres de ces groupes, ne sont pas éligibles pour le

Actualités et à noter

programme. Une stratégie claire est nécessaire de façon à ce que ces enfants ne soient pas abandonnés. Des stratégies claires et efficaces sont aussi nécessaires pour des régions comme l'Ituri et le Katanga de façon à éviter d'encourager la mobilisation d'autres groupes.

Nous vous remercions sincèrement pour votre contribution et votre travail sur les enfants associés aux forces armées. Veuillez nous contacter si vous désirez des clarifications supplémentaires ou si vous avez des questions sur le processus de démobilisation et de réintégration dans la région des Grands Lacs.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.



Maria Correia

Directrice, Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réintégration (MDRP)

La Banque mondiale

For more information on MDRP, please visit www.mdrp.org or contact Bruno Donat, Communications Officer, MDRP Secretariat, World Bank at info@mdrp.org.